

Carmela COVATO, Manola Ida VENZO, (éds.), Scuola e itinerari formativi dallo Stato Pontificio a Roma capitale. L'istruzione primaria

Milan, Edizioni Unicopli, 2007, 398 p.

Michel Ostenc



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21107>

DOI : [10.4000/assr.21107](https://doi.org/10.4000/assr.21107)

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

Pagination : 75-342

ISBN : 978-2-7132-2218-4

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Michel Ostenc, « Carmela COVATO, Manola Ida VENZO, (éds.), Scuola e itinerari formativi dallo Stato Pontificio a Roma capitale. L'istruzione primaria », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-36, mis en ligne le 19 mai 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/21107> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.21107>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Carmela COVATO, Manola Ida VENZO, (éds.), Scuola e itinerari formativi dallo Stato Pontificio a Roma capitale. L'istruzione primaria

Milan, Edizioni Unicopli, 2007, 398 p.

Michel Ostenc

RÉFÉRENCE

Carmela COVATO, Manola Ida VENZO, (éds.), Scuola e itinerari formativi dallo Stato Pontificio a Roma capitale. L'istruzione primaria, Milan, Edizioni Unicopli, 2007, 398 p.

- 1 Les États pontificaux figuraient en 1815 parmi ceux qui avaient le plus souffert de la domination napoléonienne. La noblesse romaine était en majorité hostile à la présence française. La bourgeoisie se composait de gens de loi, la complexité des tribunaux ecclésiastique multipliant le nombre d'avocats, de médecins attirés des confréries, de pharmaciens fournisseurs des couvents et de commerçants qui vivaient de la clientèle de pèlerins et de riches étrangers. L'administration impériale les avait astreints à un serment, d'abord imposé aux ecclésiastiques en 1810, et ils représentaient la principale force d'opposition à Napoléon. Le génie de l'empereur ne comportait pas l'intelligence du spirituel et les déportations de prêtres réfractaires avaient incité le clergé à une résistance passive qui se manifestait notamment en freinant une conscription particulièrement impopulaire. Quelques exceptions mises à part, les couvents romains étaient pauvres, souvent franciscains. Ils distribuaient largement les aumônes, et une foule de mendiants gravitait autour de leurs hospices. L'Église conservait par leur intermédiaire une grande influence sur la population, et l'opposition politique s'exprimait sous forme d'affiches manuscrites traditionnellement collées sur la statue de « Pasquino ». Les « pasquinades » étaient ensuite colportées dans les cafés et sur les

marchés, les joueurs de guitare les intercalant dans leurs chansons. La caricature n'était pas seulement un art ancestral issu des grotesques, des gargouilles et des masques médiévaux ; c'était un art du peuple conquis de haute lutte que rien ne pouvait censurer. Le temps de l'occupation française devint ainsi celui des « voleurs » où Napoléon se réservait la « buona parte ». L'historiographie est généralement sévère pour le gouvernement des papes de la Restauration qui s'appuyait sur les conservateurs « zelanti » avec le soutien extérieur de la Sainte Alliance, et l'éducation figure parmi les domaines les plus critiqués. Le pédagogue Aristide Gabelli, nommé provéditeur aux études à Rome au lendemain de son annexion au royaume d'Italie, reprochait au pouvoir pontifical de s'être contenté d'une alphabétisation sommaire destinée à mieux assujettir la jeunesse du peuple à la domination du clergé ; mais le taux d'alphabétisation atteignait 57% de la population en 1871, soit près du double de la moyenne nationale italienne. Ces chiffres surprenants justifient pleinement l'objectif de l'ouvrage dirigé par Carmela Covato et Manola Ida Vezo qui étudie la politique scolaire des papes dans leurs États de 1815 à 1870.

- 2 L'enseignement primaire avait été désorganisé par la confiscation des biens ecclésiastiques et les prélèvements fiscaux de l'administration impériale qui accompagnèrent la suppression des ordres religieux. Les écoles étaient d'ailleurs peu nombreuses, et l'enseignement s'y limitait à la lecture, à l'écriture et au catéchisme. La réorganisation de l'instruction publique figurait donc parmi les principales préoccupations de Pie VII et du cardinal Consalvi qui s'inquiétaient de la diffusion de l'« esprit français » parmi les « maîtres de quartier ». Ces instituteurs laïques enseignaient dans des écoles paroissiales et faisaient partie intégrante de l'institution universitaire romaine. Ils étaient donc concernés par le projet de centralisation de l'enseignement de 1816 qui échoua devant l'opposition des cercles traditionalistes, le pape Grégoire XVI finissant par rétablir les anciennes autonomies. En outre, l'enseignement populaire fut confié aux Frères des Écoles Chrétiennes (Ignorantelli), cette cléricisation du personnel des « écoles paroissiales » s'insérant dans le contexte réactionnaire de la politique du « pape de la Sainte Alliance ». L'échec de la centralisation et de l'unification du système scolaire explique l'extrême diversité des institutions éducatives de la Rome pontificale. Les « écoles paroissiales » furent progressivement attribuées par le Vicariat à des congrégations religieuses, si bien qu'en 1869 les deux-tiers de leurs enseignants étaient des ecclésiastiques. Les écoles tenues par les Ignorantelli enseignaient en italien et leurs classes correspondaient aux trois disciplines de la lecture, de l'écriture et du calcul. Le maître s'occupait d'un seul élève à la fois, pendant que les autres s'adonnaient à des exercices répétitifs. Ces établissements contribuèrent largement à la diffusion de l'alphabétisation ; mais ils ignoraient les innovations pédagogiques de l'enseignement mutuel, avec la création de classes homogènes, l'apprentissage simultané de la lecture et de l'écriture, l'usage du tableau noir et des cartes murales. Le gouvernement pontifical fit également appel à des congrégations enseignantes féminines venues de l'extérieur : filles de la Divine Providence, sœurs de l'Apostolat catholique, sœurs de la Charité, sœurs de Saint Joseph, sœurs de Sainte Dorothee, filles du Sacré-Cœur de Jésus, sœurs de Saint Vincent de Paul, filles de la Croix de Saint André et sœurs de la Providence.
- 3 Le contenu des enseignements n'évolua guère : catéchisme, lecture, écriture, rudiments de calcul et travaux domestiques pour les filles. L'éducation aux bonnes manières entendait cultiver les vertus et lutter contre les erreurs propagées dans le peuple par

les événements révolutionnaires. Les procédés didactiques restèrent les mêmes, avec les abécédaires et les vies de saints, un catéchisme unique étant introduit par le cardinal-vicaire en 1850. Les manuels scolaires se modernisèrent très progressivement et ceux du père somasque Francesco Soave, qui préconisaient quelques activités didactiques novatrices, firent leur apparition dans les années 1840 (Maria Iolanda Palazzolo, « L'editoria romana tra dominio pontificio e unificazione italiana », *Ricerche storiche*, XXV-3, septembre-décembre 1995, pp. 653-670). L'autorité pontificale restitua l'enseignement secondaire aux ordres religieux traditionnels, et notamment au Collegio romano des Jésuites. La réforme du *ratio studiorum* reconnu en 1832 la langue et la littérature nationale comme des disciplines fondamentales du cycle des humanités, au même titre que le grec et le latin. Les mathématiques et les sciences naturelles devenaient des matières principales du cycle philosophique où la référence aristotélicienne n'était plus obligatoire. Les dames du Sacré-Cœur et les ursulines s'occupèrent de l'enseignement secondaire féminin. Le cursus du Sacré-Cœur comportait un « Cours régulier » de cinq classes, accessible aux élèves sachant lire et écrire. Le programme prévoyait l'instruction religieuse, la langue et la littérature italienne et française, la rhétorique et l'arithmétique, un enseignement d'histoire et de géographie, de dessin, de musique et des travaux domestiques. La « Classe supérieure » innovait enfin, avec un cours de philosophie qui devait fournir aux élèves des arguments contre l'indifférentisme religieux. Le succès de l'Institut du Sacré-Cœur lui permit de doubler ses effectifs entre 1840 et 1870. La presse romaine manifestait par ailleurs un intérêt certain pour l'éducation. *L'Artigianello* publiait des articles d'histoire, d'arithmétique et de technique artisanale accessibles aux apprentis qui fréquentaient les écoles du soir. Il dénonçait les lacunes du système scolaire des États pontificaux et réclamait la création d'écoles normales pour la formation des maîtres. *L'Educatore* s'efforça de diffuser les idées nouvelles de Raffaele Lambruschini en matière de didactique, et il obtint en 1848 un décret du Saint Office autorisant l'ouverture de quelques asiles pour la petite enfance.

- 4 Les problèmes éducatifs préoccupaient également de larges secteurs du monde ecclésiastique des Légations, où l'enseignement mutuel connut une certaine diffusion au début de la Restauration (Anna Ascenzi, Giuseppina Fattori, *L'alfabeto e il catechismo. La diffusione delle scuole di mutuo insegnamento nello Stato Pontificio (1819-1830)*, Pisa-Roma, Università di Macerata, 2006). Ces écoles se répandirent quelque temps dans les Marches et en Ombrie à l'initiative de la petite noblesse, du clergé séculier et plus rarement des édiles locaux ; mais elles furent vite suspectes aux autorités romaines qui les interdirent par la constitution *Quod divina sapientia* de Léon XII. Les évêques des Marches leur opposèrent une instruction primaire fortement imprégnée de morale chrétienne. En Ombrie, l'évêché de Spolète confia ses écoles élémentaires aux Frères des Écoles chrétiennes dès 1820, à l'initiative du cardinal Della Genga, futur pape Léon XII ; mais l'exemple de Bologne est sans doute plus significatif. L'enseignement primaire y était dispensé dans des « écoles pieuses » administrées par l'archevêché et gérées par une congrégation de laïques et d'ecclésiastiques. On y apprenait le catéchisme, la lecture et l'écriture, l'arithmétique et la grammaire latine, le dessin et le chant, en suivant des méthodes pédagogiques proches de celles des « Ignorantelli ». Les « écoles pieuses » insistaient sur l'enseignement de la langue italienne, le peuple s'exprimant couramment dans le dialecte de Bologne. Elles se souciaient aussi d'une formation professionnelle en dispensant les rudiments du dessin aux plus pauvres. Le « Cours inférieur » était gratuit et le « Cours supérieur » distinguait deux cursus : l'un

en arithmétique et l'autre destiné aux humanités, avec latin et rhétorique. Les effectifs de ces établissements atteignaient mille quatre cents élèves ; mais les classes des humanités, fortement concurrencées par le Cours de grammaire et de rhétorique du Collège des Barnabites, n'en comptaient plus que quelques dizaines, et elles furent supprimées en 1839. L'archevêque de Bologne, le cardinal Carlo Oppizoni, manifestait un intérêt particulier pour ces « écoles pieuses », et il en décida la cléricisation en 1825. Désormais, les maîtres privés ne pouvaient plus enseigner sans passer un examen, et ils étaient étroitement surveillés par des ecclésiastiques. Il est vrai que cette réglementation fut appliquée avec laxisme et le nombre d'écoles privées passa d'une cinquantaine à quatre cent trente et un en 1858, lorsque Bologne comptait treize mille élèves (Carla Ghizzoni, « Educazione e scuola nella Bologna preunitaria », in Luciano Pazzaglia, *Chiesa e prospettive educative in Italia tra Restaurazione e unificazione*, Brescia, La Scuola, 1994, pp. 771-807).

- 5 Le collège Saint-Louis de Bologne était resté ouvert sous domination française, les enseignants barnabites étant astreints au port de vêtements civils. Les élèves y accédaient après un premier cycle au Collège public de Santa-Lucia où l'enseignement insistait sur l'étude de la langue et de la littérature italienne (Dante, Pétrarque, L'Arioste et Le Tasse). Le collège Saint-Louis comptait trois classes de grammaire, une des humanités et une autre de rhétorique. On y enseignait les langues classiques, l'italien, le français, l'histoire et la géographie. Le cycle philosophique comportait enfin trois nouvelles classes : logique, physique et métaphysique.
- 6 L'enseignement féminin était sorti totalement désorganisé de la période d'occupation française, et l'archevêché de Bologne fit appel aux sœurs de la Visitation de Saint François de Sales pour y remédier, bien que la congrégation fût essentiellement contemplative et de stricte clôture. Les religieuses dispensèrent un enseignement d'Ancien Régime, avec le catéchisme, la lecture, l'italien, le français, l'arithmétique, l'histoire et la géographie. L'éducation de la petite enfance fut confiée aux tertiaires carmélites de Santa Maria Maddalena dei Pazzi, qui enseignaient le catéchisme, la lecture, l'écriture, l'italien, l'arithmétique et les travaux féminins ; mais leur classe de quarante élèves était très insuffisante pour satisfaire aux besoins et l'archevêché procéda à la création d'écoles gratuites pour les filles pauvres. Dans ces « écoles de la Providence », qui comptaient deux cent cinquante élèves en 1830, des institutrices laïques apprenaient aux filles à lire et à écrire ; l'archevêché en décida la cléricisation en 1846, en les confiant aux Sœurs de la Charité venues de Modène. Cette mutation provoqua un différend significatif avec l'administration de ces établissements. Celle-ci soutenait que deux religieuses suffisaient pour enseigner à quatre-vingts élèves, la maîtresse pouvant éventuellement se faire aider par les plus âgées comme dans l'enseignement mutuel. Les Sœurs de la Charité prétendaient au contraire que les élèves plus âgées devaient faire l'objet de soins éducatifs particuliers. Elles obtinrent gain de cause avec le soutien du cardinal Oppizoni, et en 1852 leurs écoles accueillaient deux cents élèves réparties entre quatre classes, l'institutrice étant assistée d'une sous-maîtresse. (Maria Clotilde Cella, *Vita religiosa, carità ed educazione nell'Italia dell'Ottocento. Rosalie Thouret e la fondazione della Provincia modenese delle Suore della Carità (1834-1853)*, a cura di Roberto Sani e Anna Ascenzi, Macerata, Alfabetica ed. 2007). Les sœurs de Sainte-Dorothée créèrent à leur tour des écoles pour les filles pauvres conçues sur le même modèle didactique qui comptaient quatre-vingts élèves en 1852. Elles ouvrirent l'année suivante un pensionnat pour les filles de la noblesse où on ajoutait à

l'enseignement des disciplines traditionnelles celui de la géométrie, de la physique et de l'histoire naturelle.

- 7 Les pédagogues positivistes italiens de la fin du XIX^e siècle reprochaient au Saint-Siège de s'être opposé aux idées novatrices et d'avoir cléricalisé l'enseignement dans ses États pour l'utiliser dans la lutte contre l'indifférence religieuse. En fait, le retard technologique de l'artisanat et le mauvais fonctionnement de l'administration figuraient parmi les causes profondes d'une stagnation économique des États pontificaux qui eut des répercussions sociales au niveau de l'éducation. L'hostilité des autorités romaines et épiscopales aux asiles du prêtre Ferrante Aporti et aux méthodes pédagogiques de l'enseignement mutuel retarda la diffusion d'une nouvelle conception de l'enfance ; mais la lenteur de l'insertion des couches populaires concerna essentiellement les zones rurales. Les réformes pontificales pour la création d'un corps enseignant uniforme ayant échoué, l'appel aux congrégations religieuses permit de faire progresser l'alphabétisation dans les villes. Cette cléricalisation de l'enseignement relevait sans doute d'une conception éthique et sociale du catholicisme dont l'intransigeance doctrinale ne pouvait que condamner le réformisme pédagogique néo-guelfe.